

## **Estimation pour la France des coûts écologiques non payés : premières recherches.**

**Frédéric Nauroy, Service de l'Observation et des Statistiques, MEDDE**

Les recherches entreprises depuis plusieurs décennies dans le domaine de la comptabilité économique environnementale n'ont pu converger sur un consensus débouchant sur la construction et surtout l'adoption d'un nouvel indicateur de la production ou de l'épargne nationale intégrant la préservation du patrimoine naturel. La demande sur ce sujet demeure pourtant prégnante, notamment au niveau international, et les réponses s'organisent à travers des programmes de recherche établis par différentes instances comme l'ONU, la Banque mondiale ou l'OCDE.

Des travaux exploratoires ont été entrepris depuis quelques années au Commissariat général au développement durable du ministère en charge du développement durable. Ils portent sur l'élaboration d'indicateurs monétaires agrégés susceptibles de compléter les messages apportés par l'évolution du PIB en intégrant certaines préoccupations environnementales qui dépassent son objet. Ces travaux portent sur l'évaluation des coûts écologiques non payés. Ces derniers reflètent les montants qui auraient dû être supportés par les agents économiques en vue de prévenir la dégradation, constatée et quantifiée sur le plan physique, de différents actifs naturels (air, climat, masses d'eau, sols, biodiversité...) ou de restaurer leur état. Ces coûts non payés, une fois estimés, donnent lieu à :

- une nouvelle mesure de la demande finale de l'économie, dite demande finale aux coûts totaux,
- une estimation de la dette écologique relative à un (ou plusieurs) milieu naturel donné,
- de nouveaux indicateurs de développement durable portant sur le déséquilibre des relations entre l'économie et la nature.

Cette présentation sera axée sur le mode d'estimation des coûts écologiques non payés relatifs à deux problématiques environnementales : la question du maintien des équilibres climatiques et celle de la qualité de l'air. D'autres travaux ont été conduits sur les coûts de restauration des masses d'eau continentales en France.